

Par Jacques Marseille

"SIX QUESTIONS SUR LA CRISE ÉCONOMIQUE FRANÇAISE"

Article paru dans *L'Histoire*, N° 313, pp. 90-101

Dépression, récession, malaise, morosité... Les mots ne manquent pas pour décrire l'état de notre société. Avec l'impression que la France, depuis 1975, n'a cessé d'être en crise. Et que les politiques économiques se sont toutes révélées inutiles pour en sortir. Idées reçues ou analyse pertinente ? Les réponses sans concession de Jacques Marseille à six questions que tout le monde se pose sur la « crise » et ses origines.

SOMMES-NOUS RÉELLEMENT EN CRISE ?

Cette question me fait penser à un passage du roman de David Lodge, *Thérapie*¹. Le personnage principal, Lawrence Passmore, qui a dépassé la cinquantaine, a des douleurs fulgurantes mais passagères au genou et, d'autre part, se sent constamment « malheureux », « déprimé », malgré sa situation enviable et ses revenus confortables. Scénariste *desitcom*, il consulte fréquemment son dictionnaire pour chercher ; la définition des mots. « Je ne me souviens pas d'avoir entendu le mot « récession* » avant ces dernières années, écrit-il. D'où est-il sorti, et que signifie-t-il au juste ? Pour une fois le dictionnaire ne m'est pas d'un grand secours : "Déclin temporaire de l'activité ou de la prospérité économique." Qu'est-ce qui distingue une récession d'une crise* ? Même la grande crise des années 1930 fut temporaire, à long terme. Peut-être les crises de dépression nerveuse sont-elles si abondantes que quelqu'un a décidé qu'il fallait donner un autre nom à la situation économique. Récession-dépression * récession-dépression. Les mots me résonnent dans la tête comme le rythme d'une locomotive. »

En fait, comme le perçoit le romancier, ici plus proche de la réalité que l'économiste, il semble artificiel de vouloir nommer les situations que nous vivons dans le fol espoir de les comprendre et de les résoudre. Si nous prenons le taux de croissance* du produit intérieur brut* (PIB), la variable clé utilisée par les historiens et les économistes pour prendre la mesure du « progrès » et restituer les fluctuations de l'économie, nous ne sommes évidemment ni en « crise », ni en « dépression ». De 1973, point de départ de la « crise », à 1995, le taux de croissance du PIB a été en moyenne de 2 % par an. Ce qui, en longue durée, fait de notre « crise » l'une des périodes les plus brillantes de l'histoire économique longue (cf. graphique ci-dessus) !

Sait-on qu'un tel taux de croissance entraîne un doublement des richesses produites en trente ans ? Mieux : mesurée en francs constants de 1995, la croissance du PIB en France a été d'environ 3 300 milliards de 1972 à 1996, soit une hausse égale à celle qui a eu lieu de 1949 à 1972. Mieux encore : arithmétiquement, plus le volume des richesses créées s'élève, plus les taux de croissance antérieurs sont difficiles à maintenir. Ainsi, un taux de croissance de 1,6 % a accru le PIB de 125 milliards de francs en 1995,

alors qu'en 1955, un taux de croissance de 7,2% augmentait ce même PIB de 126 milliards de francs d'aujourd'hui. Enfin, il faut souligner que, de 1973 à 1996, ce PIB n'aura régressé que *trois fois* d'une année sur l'autre, en 1980, 1981 et 1993 — des « crises » insignifiantes qui ne méritent pas de retenir l'attention. Autant de chiffres qui nous amènent à dire que la « crise » ou « dépression » dans laquelle nous pensons être plongés est totalement imaginaire.

Ce que nous vivons est en fait une *décélération* du taux de croissance, qui ne se traduit aucunement par une *diminution* du volume des richesses produites. Certes, les taux de croissance des « Trente Glorieuses » ne sont plus là, mais la vraie question est de savoir si ces taux n'étaient pas exceptionnels, liés au rattrapage d'un *trend** de longue durée brutalement haché par les deux guerres mondiales (*cf. graphique à droite*). En 1950, en fait, les niveaux de production et de vie n'étaient guère supérieurs à ce qu'ils étaient à la fin des années 1890. Aujourd'hui, avec un taux de croissance moyen annuel de 2%, nous avons retrouvé la pente « naturelle » de croissance qui est celle des pays industrialisés depuis le début du XVIII^e siècle.

Pourtant, nous avons bien le sentiment d'être en « crise » : on nous le dit assez ! En permanence, rôde autour de nous le spectre de la « dépression », fantasme alimenté par la montée du chômage*, le spectacle de la pauvreté, l'incapacité des politiques à trouver des solutions à nos angoisses, le sentiment que notre avenir est incertain, comme notre emploi, et que s'y ajoutent la détresse des banlieues, la dégradation du milieu naturel, le malaise des jeunes, le SIDA, les malheurs de l'Afrique, la menace nucléaire, l'envolée de la Bourse, la spéculation financière, les critères de Maastricht, les drames de Vilvorde... D'où le sentiment d'une « *horreur économique* », pour reprendre le titre de l'ouvrage à succès de Viviane Forrester (*cf. Pour en savoir plus, p. 65*), le sentiment que tous nos problèmes existentiels sont liés aux vices ou contraintes de l'économie de marché.

Or, contrairement à ceux qui pensent que la perception erronée des acteurs ne doit pas faire partie de l'analyse économique, j'ai le sentiment que si la majorité des individus pense vivre en « dépression », c'est que nous sommes réellement en « dépression », c'est-à-dire incapables de trouver en nous les anticorps qui nous permettraient de recouvrer l'équilibre et l'optimisme : la situation de Lawrence Passmore, qui multiplie en vain toutes les thérapies comme nous-mêmes changeons, depuis 1978, de majorité électorale à chaque « consultation » pour tester, en vain aussi, les ordonnances.

Pour définir la période que nous vivons depuis une vingtaine d'années, je serais donc tenté d'inventer un néologisme et de le baptiser « croissance dépressive », c'est-à-dire maquée à la fois par une croissance tout à fait « convenable » et une série de difficultés et malaises qui nous la font nier. Un « état d'âme » qu'avaient remarquablement analysé un économiste belge, Hector Denis, écrivant en 1895, dans un ouvrage intitulé précisément *La Dépression économique et sociale* : « *Le mot dépression exprime une décroissance de vitesse et d'intensité dans le mouvement social de la richesse. C'est comme un retrait lent, graduel de la vie, dont les effets s'aggravent par sa prolongation même, et dont on n'entrevoit pas l'issue. Telle est la grandeur émouvante de ce phénomène dont nous sommes à la fois les agents et les victimes, la plupart inconscients, incertains presque tous si la dépression nous prépare des destinées plus heureuses ou si elle est le prodrome d'une dissolution sociale.*

PEUT-ON COMPARER LA SITUATION ACTUELLE AVEC CELLE DES ANNÉES 1930 ?

Certainement pas. Cette comparaison entre les deux « grands crises » du XXe siècle fut pendant longtemps un exercice d'école. Elle fit même l'objet du IXe congrès international d'histoire économique, tenu à Bernes en 1986. Elle faisait aussi le bonheur des enseignants, qui pouvaient occuper leurs élèves pendant au moins une heure à comparer les courbes de la production industrielle, du commerce extérieur, des prix et du chômage... Mais,, en fait, aucun de nos troubles « dépressifs » ne peut être comparé aux grands ébranlements des années 1930. Certes, le chômage est là pour nous rappeler que toute « crise » économique est avant tout sociale. Cependant, les différences entre les deux périodes sont trop importante » pour autoriser une comparaison.

En première analyse, la crise des années 1930 apparaît comme la crise la plus tragique que le système capitaliste ait connue depuis le début du XIX^e siècle. Tout se combine pour lui donner un caractère dramatique : effondrement du cours des actions à Wall Street qui, en juin 1933, ont baissé de 85 % par rapport à leur niveau de septembre 1929, baisse de près moitié de la production industrielle, recul du commerce international de 72 % en valeur d'avril 1929 à février 1933, chute des prix de 30 à 50 %, effondrement du revenu des agriculteurs et des producteurs de matières premières. Rien de comparable avec notre aimable croissance des vingt

dernières années. Même pour le chômage, la comparaison semble difficile :

au plus fort de la crise des années 1930, il a atteint des taux qui sont sans aucune commune mesure avec ceux que nous connaissons aujourd'hui (*cf. graphique ci-contre*). Enfin, même si la naissance du fascisme est antérieure à la crise de 1929, nul doute que l'ampleur du chômage a été le terreau dont s'est nourri l'extrémisme politique. Aux yeux de ceux qui ont vécu cette période et ouvert les voies de l'État-providence pendant et au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, libéralisme, protectionnisme, nazisme, économie de guerre, Shoah étaient incontestablement liés, comme le sont pour nos contemporains, corruption, SIDA, SDF, Le Pen...

Pourtant, en seconde analyse, la crise des années 1930, aux avant-scènes si tragiques, est peut-être moins « dépressive » que la nôtre. Les yeux écarquillés devant les images les plus noires et l'esprit obscurci par l'enchaînement chronologique 1929, 1933, 1939, nous avons oublié de relever que toute crise n'est jamais globale et que la Seconde Guerre mondiale n'était peut-être pas l'inéluctable dénouement du krach d Wall Street. Si l'on observe, tout d'abord, l'évolution du produit national brut (PNB)* par habitant de 1929 à 1938, on relève que, comme aujourd'hui la crise n'a pas été mondiale et qu'un certain nombre de pays, en dehors de l'Allemagne nazie dont il ne viendrait à personne l'idée de vanter la politique économique, ont enregistré, dans les années 1930, des performances honorables. Sur vingt-trois pays développés, observe Paul Bairoch (*cf. Pour en savoir plus, p. 65*), plus de la moitié ont connu une décennie 1930 favorable, avec des croissances de niveau de vie supérieures à 10 %. À cet égard, notons que ces pays sont le plus souvent ceux qui ont le plus précocement dévalué, ou abandonné le système contraignant de rétalon-or.

Parler de la crise de 1930-1933 serait donc plus pertinent que d'évoquer la « crise de 1929 » ou la « dépression des années 1930 ». Pour la majorité des pays, en effet, cette « crise », d'une très grande brutalité, n'a guère duré que quatre années, ce qui est finalement peu. En France, même si des clignotants se mettent au rouge dès 1927-1928, la « crise » est perçue en 1931 seulement et — toujours au niveau de la perception — se dénoue dans les flonflons du Front populaire, en 1936. C'est probablement parce qu'elle a surtout frappé les États-Unis, première puissance

économique mondiale, que nous avons tendance à en faire le modèle de la crise économique, ce qui est une erreur d'optique (*cf. graphique page de gauche en bas*).

L'HYMNE À L'EURO N'A PAS LES MÊMES ACCENTS QUE L'INTERNATIONALE

Il faut également noter que le chômage, dont la progression a été aussi spectaculaire que le reflux à partir de 1933, n'a peut-être pas été aussi tragique qu'on le pensait. Il semble tout d'abord avoir été de plus courte durée. Ainsi, en France, à la Compagnie française des téléphones Thomson-Houston, la plupart des jeunes filles débauchées retrouvent du travail en quelques jours, et la moitié attendent moins de trois mois. En outre, vivre au chômage pendant les années 1930 a probablement été physiologiquement et psychologiquement moins « déprimant » qu'aujourd'hui². L'absence d'endettement, liée à la faiblesse de la diffusion du crédit dans les milieux ouvriers, le travail maintenu des jeunes, les solidarités de quartiers plus vives ont atténué les conséquences de la baisse du niveau des ressources. La consommation alimentaire n'a pas globalement diminué. En France, la consommation de café, qui s'élevait à 412 kg pour 1000 habitants en 1929, est portée à 449 kg en 1935, celle de cacao de 86,7 kg à 103,4 kg.

Enfin, et peut-être surtout, subsistait dans les années 1930 l'espoir d'un monde nouveau, de cette « nouvelle donne » qu'incarnaient tout à la fois Roosevelt, Léon Blum ou Staline. Si la « crise de 1929 » a été la plus spectaculaire des crises économiques, elle n'a probablement pas été la plus tragique car les contemporains, contrairement à nous, croyaient à des remèdes possibles. C'est sans doute l'extinction des illusions qui décourage nos contemporains. L'hymne à l'euro n'a pas les mêmes accents que l'Internationale...

LA HAUSSE DU PRIX DU PÉTROLE EST-ELLE À L'ORIGINE DE LA « CRISE » ?

Incontestablement, la hausse brutale du prix du pétrole — de 3 dollars le baril à 11,65 dollars —, consécutive à la guerre du Kippour d'octobre 1973 (*cf. graphique « Flambées et décrues du prix du pétrole », p. 60*), semble responsable de la « rupture » de 1974 : avec une simultanéité remarquable et inédite, la courbe de la production industrielle est alors brisée dans l'ensemble des pays industrialisés. Un tel enchaînement chronologique a permis alors de faire du « coup d'Etat » pétrolier le point de départ « officiel » de la crise.

En premier lieu, le quadruplement de la facture pétrolière dans le dernier trimestre de l'année 1973 a brutalement déséquilibré la balance des paiements des pays importateurs d'énergie. Ainsi, de 1973 à 1974, les pays de FOCDE* passent d'un excédent courant de 5 milliards de dollars à un déficit de 33 milliards. Et le déficit des pays en voie de développement (hors les pays de FOPEP*) passe quant à lui de 6 à 24 milliards de dollars. Pour tous les pays importateurs d'or noir, dont la consommation d'énergie dépendait à près de 60 % du pétrole, cette hausse des prix a bien provoqué une « crise » économique. En 1974-1975, pour l'ensemble des pays de FOCDE, le PIB a reculé de 0,5 % en moyenne ; puis de 0,3 % en 1982, au lendemain du second choc pétrolier. La question s'est alors posée de savoir qui allait payer. En France, ce furent surtout les entreprises : alors que les salaires nominaux poursuivaient leur progression, l'excédent brut d'exploitation (EBE)*, qui mesure le profit des entreprises, se

dégradait fortement. Dans le partage des richesses nationales, dont la croissance était ralentie, les salariés ont su, jusqu'en 1983, défendre leur part avec acharnement (*cf. graphique « La résistance des salaires », p. 60*).

En réduisant leurs programmes d'investissement pour tenter de sauvegarder leurs marges, en adoptant des attitudes plus frileuses en matière de prévision et d'emploi, les entreprises les plus affectées par la dégradation de leur rentabilité ont alors amplifié les conséquences du choc pétrolier. En 1975, la durée moyenne du chômage dans les pays de FOCDE dépassait déjà 17 semaines, contre 7,5 en 1968. On peut se demander d'autre part si les politiques divergentes des pays industrialisés pour résorber leurs déficits extérieurs, combattre l'inflation* et prendre en charge les premiers coûts sociaux de la crise ne sont pas à l'origine des déséquilibres durables qui distinguent aujourd'hui des pays « forts » et des pays « faibles » dans la lutte engagée contre la « crise ».

LES BONS ET LES MAUVAIS ÉLÈVES DU PROFESSEUR MARCHÉ

Ainsi, au Japon, où le choc de 1973-1974 a été extrêmement violent (21 % de taux d'inflation en 1974), l'amputation des heures supplémentaires et des primes de fin d'année, qui représentaient une part importante des rémunérations totales, a permis de contenir les coûts salariaux et d'assurer l'emploi, tandis que la libéralisation du contrôle des changes stimulait l'essor des investissements extérieurs. En Allemagne, où perdure depuis 1923 une obsession anti-inflationniste, la modération salariale et la priorité accordée aux excédents extérieurs ont favorisé l'appréciation du mark et soutenu l'investissement des entreprises exportatrices. Le taux d'inflation, qui avait été de 7,1 % en 1974, y est retombé à 3 % en 1977-1978. La France, la Grande-Bretagne et l'Italie ont suivi dans un premier temps un chemin inverse, faisant alterner politiques de relance et de ralentissement, et privilégiant la revendication salariale à la revendication patronale. Dans le cas de la France, en particulier, tout s'est passé comme si le « corps social » préférait maintenir un taux de croissance et des niveaux de rémunération élevés (ce qui permettait de financer une protection sociale étendue) plutôt que freiner la hausse des salaires pour mieux servir l'emploi.

En établissant des classements entre « bons » et « mauvais » élèves dans un monde de plus en plus ouvert, les réactions au choc pétrolier ont ainsi excité la spéculation sur les monnaies (déstabilisées dès 1971 par la suspension de la convertibilité du dollar en or) et provoqué les soubresauts de la croissance qui caractérisent nos vingt dernières années. Cette obsession de la contrainte « externe » qui, au fil du temps, est devenue la caractéristique majeure des politiques gouvernementales, n'est pas pour rien dans l'alourdissement du climat « dépressif ». Surtout, la volonté de défendre les taux de change des monnaies suppose que la rémunération des capitaux soit attrayante et que la confiance des opérateurs financiers ne soit pas entamée. Une obsession peu compatible avec les objectifs sociaux prioritaires au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Telle me semble être en fin de compte la conséquence essentielle du choc pétrolier : l'idée que dans un monde qui peut être menaçant, « on ne peut pas faire autrement » que de respecter les notes attribuées par le professeur-marché. Toutefois, comme pour le krach d'octobre 1929, il semble difficile d'expliquer notre « croissance dépressive » par

cet événement unique. A cet égard, le triplement du prix du en 1980, son effondrement en 1986 puis _ reprise n'ont plus affecté de manière sensible la courbe de la croissance. Force fut alors de trouver d'autres explications aux grippages enregistrés depuis le début des années 1970.

Publié en septembre 1979, un article de Jean Bouvier, témoignage « à chaud » sur le présent alors immédiat, observait, avec l'aide des publications de FINSEE, qu'un nombre important de variables économique ou « clignotants » de la conjoncture s'étaient mis « au rouge » entre 1970 et 1973, c'est-à-dire avant le premier choc pétrolier³.

Les manifestations majeures en étaient l'accélération de la hausse des prix, l'accélération du chômage, l'accélération de l'endettement des entreprises industrielles, le ralentissement de l'investissement, la baisse des taux de profit. L'accident pétrolier aurait alors mis le feu à un baril de poudre. En 1979, toujours, une étude publiée dans la *Revue économique* montrait que, même si le prix du pétrole cigarettes ou les avions supersoniques... Il y avait là de quoi ravir les marxistes qui voyaient alors se profiler la crise « ultime » du « capitalisme monopoliste d'Etat » et se lever l'aube radieuse du socialisme autogestionnaire ou planifié.

En fait, il semble bien qu'à la fin des années 1970, personne n'avait prévu le retournement de la conjoncture, sauf peut-être l'économiste belge Léon Dupriez de la faculté catholique de Louvain qui, s'appuyant sur les « mouvements longs » de la croissance révélés par Kondratieff⁵, répétait depuis les années 1950 qu'au-delà des tournement de la conjoncture longue et le nouveau comportement psychologique des agents économiques. Parce qu'il me semble aussi que la chute des taux de fécondité et le vieillissement marqué de la population, particulièrement en Europe, produisent maintenant et pour longtemps leurs effets. Attentifs au niveau de leur épargne, à leur santé, à leur patrimoine, à leur sécurité, les ménages « mûrs » se sont adaptés à cette croissance faible, ont privilégié les voies du bonheur « privé » à celles de l'intérêt « public » et préféré la richesse acquise à F anticipation risquée. Pourquoi construire logements, bureaux, écoles quand tant de places vont bientôt être libérées par la mort ou les non-naissances ? Notre « croissance dépressive » est aussi celle d'une génération n'avait pas quadruplé, le taux de croissance du PIB français serait passé de 7,7% en 1973 à 2,6% en 1977, et que le nombre de chômeurs aurait de toute façon progressé de 440000 en 1973 à 971000 en 1977. Il faut d'ailleurs rappeler que le 2 février 1971, en pleine période de surchauffe économique, le Club du Nouvel-Observateur avait invité à Paris l'économiste américain John K. Galbraith pour débattre avec Pierre Mendès France, Michel Rocard, Michel Albert et Roger Garaudy de la « crise des sociétés industrielles ». L'idée alors défendue était que le capitalisme était devenu « irrationnel » dans sa manière de distribuer les ressources, aussi bien que les produits⁴ : les besoins fondamentaux étant pour l'essentiel satisfaits, le système économique dominant était condamné à fabriquer et vendre, à grand renfort de publicité, des produits inutiles ou dangereux comme les « miracles » d'après la Seconde Guerre mondiale viendrait inexorablement une phase de ralentissement et de difficultés (cf. encadré ci-dessus). Si Fon mesure en effet le rythme de l'activité économique depuis la fin du xvnr siècle, on observe bien l'alternance entre des périodes de croissance soutenue et des périodes de

croissance ralentie. Si j'avais à périodiser le XX^e siècle, je serais tenté de proposer le découpage suivant : milieu des années 1890-fin des années 1920, croissance forte ; fin des années 1920-début des années 1950, plafonnement de la croissance ; début des années 1950-fin des années 1970, croissance forte ; début des années 1980- ?, croissance ralentie.

Pourquoi les années 1980 et non pas 1973 ? Parce qu'il me semble que c'est la stabilisation, voire la baisse des prix, accompagnée de taux d'intérêt réels positifs voire fortement positifs, qui signent le requi a largement profité des Trente Glorieuses et qui, devenue fourmi, en capitalise les acquis.

Historien de l'économie *et* du social, je préfère finalement ce type d'explication qui associe le culturel et le démographique aux ondes technologiques autrefois privilégiées par Joseph Schumpeter (*cf. Pour en savoir plus, p. 65*). Certes, on peut, comme lui, attribuer à la diffusion puis à l'épuisement de F innovation technologique (le chemin de fer, l'électricité, l'automobile, l'informatique) l'explication fondamentale de cette alternance. Mais on peut également observer que la durée d'une phase de croissance ou de dépression (vingt-cinq à trente ans) correspond aussi au temps d'une génération. Pour retrouver les chemins de la croissance forte, je crois finalement plus à la multiplication des berceaux qu'à la diffusion d'Internet. C'est dire si je suis pessimiste

LA MONDIALISATION EST-ELLE RESPONSABLE DE NOS MALHEURS ?

Un spectre hante la vieille Europe, celui de la mondialisation. Ainsi pourrait-on, en pastichant les premières lignes du *Manifeste du parti communiste*, exprimer les angoisses que ressentent toutes les victimes réelles ou supposées de la « dépression ». Modifiant les règles de la concurrence, élargissant les zones de faille géopolitiques, étendant aux limites du globe le champ d'action du capital, mettant à bas notre modèle social, imposant une uniformisation culturelle et développant une idéologie dont profits et performances seraient les vertus cardinales, la mondialisation dessinerait un nouvel ordre économique où les emplois, soumis à une concurrence sans limites, seraient, dans nos vieux pays industriels, mis à mal. Il suffit d'écrire que chaque jour, sur le marché mondial des changes, près de 1500 milliards de dollars changent de main, six cents fois plus qu'en 1973, pour illustrer ce jeu de Monopoly assisté par Internet qui voue à l'« horreur économique » et au gouvernement de la World Company.

UN JOUET SUR SEPT EST FABRIQUÉ EN EUROPE

Deus ex machina de toutes les évolutions, la « mondialisation » désigne un ensemble de phénomènes apparemment nouveaux qu'il faudrait accepter ou combattre : échanges accrus de biens et de services, flux massifs d'investissements et d'informations, migrations humaines, innovations technologiques accélérées, uniformisation des modes de vie, des structures de consommation et de la culture et, avatar ultime de toutes ces mutations, perte de souveraineté des États qui seraient privés de toute capacité à opérer des choix nationaux et à préserver leurs travailleurs de la concurrence des pays à bas

salaires et à faible protection sociale. Pour ne prendre qu'un seul exemple, un jouet sur sept, contre un sur trois il y a dix ans, est encore fabriqué en Europe.

Comme toujours, ce sentiment d'inquiétude est en partie justifié. En premier lieu, entre 1960 et 1990, le commerce international a crû plus vite en moyenne que les productions nationales (un peu plus de 6% par an pour les vingt-quatre pays membres de FOCDE, contre un peu plus de 3 %). En second lieu, cette croissance a accentué le degré d'ouverture des économies nationales : au cours de cette même

période, la somme des exportations et des importations est passée de 9,6 % du PNB à 20,6%. D'autre part, les investissements annuels de portefeuille sont passés de 26 milliards de dollars pour la période 1976-1980 à 620 milliards en 1993. Ainsi, les réserves de la Banque de France représenteraient six fois seulement les capacités financières de George Soros. Ces investissements à la recherche de rentabilité immédiate ont largement supplanté les investissements directs à but industriel et commercial, et mis l'instabilité au cœur de notre système économique.

Mais ces nouveautés sont largement surévaluées. Ainsi, en 1913, la France exportait déjà 15 % de son PIB, un pourcentage qui ne sera dépassé qu'en 1978. Toujours à cette date, les grandes branches de l'industrie, celles qui occupaient le plus de travailleurs, celles de la soie, de la laine et du luxe, vendaient souvent plus de 50 % de leur production à l'étranger. Les exportations annuelles de capitaux s'élevaient alors à plus de 1 milliard de francs, soit près de 20 milliards de francs actuels, un chiffre largement supérieur aux capitaux que la France transfère aujourd'hui à l'étranger (12,8 milliards en 1995) ou qu'elle en reçut (15,8 milliards). En 1913, toujours, les flux d'investissements directs représentaient environ 3 % du PIB des pays développés, soit un taux voisin de celui observé lors du pic de 1990 — 4 %. Et le montant total des capitaux investis alors dans le monde (250 milliards de francs, soit environ 5 000 milliards d'aujourd'hui) est à peu près égal au stock d'investissements directs placés dans le monde par l'Union européenne et les États-Unis réunis (un peu plus de 6000 milliards de francs en 1990).

En fait, c'est parce que la plupart des économistes font remonter leurs analyses rétrospectives à une période d'une à deux décennies qu'ils ont le sentiment d'enregistrer des transformations considérables. C'est aussi parce que la progression du taux d'exportation a été beaucoup plus marquée aux États-Unis qu'en Europe occidentale que la « globalisation », notion *made in USA*, a traversé l'Atlantique pour envahir le vocabulaire de médias largement amnésiques.

L'autre question est de savoir si la croissance du taux de chômage dans les pays industrialisés est liée au développement des échanges industriels avec les pays émergents à bas salaires. En somme de savoir de quelle manière le « capital apatride » impose aux travailleurs européens la « rigueur » salariale pour accroître ses profits. L'ensemble des travaux menés sur cette question dissipent largement ce mythe. Ils révèlent tout d'abord que, de 1970 à 1990, les exportations de produits manufacturés des pays émergents vers les pays de FOCDE sont passées de 0,2 à 1,6% du PIB, un accroissement à la fois spectaculaire et dérisoire. Ils montrent ensuite que le pourcentage des travailleurs concernés par la concurrence avec les pays pauvres représente de 2 à 3% seulement de la main-d'œuvre totale. En France, les estimations les plus pessimistes chiffrent 300 000 les emplois détruits par les importations en

provenance du Sud. Au total, en France comme aux États-Unis, la relation entre commerce mondial et répression est faible, voire inexistante.

Il faut constater que cette croissance des échanges s'est accompagnée d'un enrichissement général des populations coéchantonnées. Des années 1970 aux années 1990, la richesse moyenne par habitant a augmenté de 43 % aux États-Unis, de 53 % pour la Communauté européenne, de 91 % pour le Japon. Pour le tiers-monde, cette augmentation atteint un peu plus de 50 % malgré la détresse de l'Afrique (*cf. graphique page de gauche*). Une telle avalanche de chiffres peut se résumer en un seul constat : ce sont les pays les plus ouverts à rechange qui se sont le plus enrichis ; ce sont les pays les plus fermés qui se sont appauvris.

LE CHÔMAGE EST-IL UNE FATALITÉ ?

Cette question est probablement la seule qui mérite d'être posée. Car c'est bien la montée irrépressible d'un chômage de masse en Europe et surtout en France qui est au cœur de notre « déprime ».

Perçu au début des années 1970 comme un déséquilibre temporaire entre une offre et une demande d'emplois, le chômage est aujourd'hui reconnu comme le signe d'une mutation fondamentale. C'est la place même de l'individu dans la société son « utilité » qui sont l'objet de cette interrogation : le système de protection sociale mis en place au lendemain de la Seconde Guerre mondiale est menacé — moins par machiavélisme des « libéraux » au cœur sec que par dérive des coûts de l'État-providence et perversité de ses effets.

Pourquoi, en Europe surtout, une croissance somme toute raisonnable de 2% par an crée-t-elle du chômage ou, du moins, crée-t-elle moins d'emplois qu'elle n'en supprime ? Telle est la question redoutable qui se trouve au cœur de nos inégalités, tant il est vrai qu'aujourd'hui l'inégalité n'existe plus fondamentalement entre ceux qui sont « riches » et ceux qui sont « pauvres » mais entre ceux qui ont un emploi et ceux qui n'en ont pas ou n'en ont plus.

La question est difficile à résoudre, tant il est vrai aussi que, pour la génération de ceux qui sont en activité comme de ceux qui sont soit au pouvoir soit aux commandes dans les entreprises, la seule référence historique, le seul modèle de société reste celui des Trente Glorieuses : une période où tout était possible, le plein emploi, la hausse du pouvoir d'achat et les retraites garanties — une période exceptionnelle à laquelle on ne saurait revenir. Une croissance forte et des taux de fécondité permettant de supporter une retraite par répartition ne sont pas des « avantages acquis » !

Pour prendre la mesure du problème en France, un détour statistique est indispensable. Tout d'abord, c'est bien l'année 1974 qui marque la rupture, une rupture qui peut être datée précisément du second semestre. A partir de ce moment, le chômage augmente constamment d'une année sur l'autre, quels que soient le taux de croissance du PIB et les mesures « anti-crise » (*cf. graphique ci-dessous*) ; il s'accompagne en outre

d'un allongement des durées.

On remarquera toutefois le léger recul qui s'est produit entre 1987 et 1990, au temps du gouvernement de Michel Rocard. Pendant deux années, en 1988 et 1989, le taux de croissance du PIB a atteint le score exceptionnel de 3,8%, avec pour résultat la création en trois ans de 800 000 emplois supplémentaires et la suppression de 640 000. Au total, un taux de croissance proche de 4% a réduit le nombre de chômeurs de 160 000 en trois ans. On mesure les taux de croissance qu'il faudrait enregistrer pour absorber près de 3,5 millions de chômeurs et revenir au plein emploi !

En second lieu, cette croissance inexorable du chômage n'a pas touché de façon identique les différentes catégories de main-d'oeuvre. Elle a surtout frappé les jeunes mais il faut dire aussi que, au sein de la génération des 15-24 ans, le chômage ne concerne *qu'un jeune sur dix et non sur quatre* comme on peut le lire couramment —, et encore davantage la main-d'oeuvre non qualifiée. Ainsi, le taux de chômage des cadres est passé de 1% en 1974 à 4,6 % en 1996, alors que celui des ouvriers est passé de 2,1% à 15,3%. La « crise » de l'emploi qui s'exacerbe depuis 1974 n'est en réalité que la crise du travail non qualifié qui, en France plus qu'ailleurs, souffre d'une irrémédiable désaffection.

En France plus qu'ailleurs, car dans un pays qui a fait la Révolution et s'est libéré de la soumission à ses « maîtres », être « au service » d'une personne ou d'un client ne peut être considéré comme un véritable « travail ». Pays d'ingénieurs, de fonctionnaires et de syndicats de « labeur », la France ne conçoit le travail que dans un rapport à la matière, à la technique ou l'Etat. Quand on sait qu'aujourd'hui le poste « Hôtels, cafés, restaurants et voyages touristiques » représente plus de 40% des dépenses d'alimentation des Français, contre 26% en 1973, et qu'entre 1973 et aujourd'hui, le commerce a créé en solde net 1,2 million d'emplois quand l'industrie en perdait 2 millions, on mesure la révolution des mentalités qui doit affecter notre système politique et éducatif pour s'adapter aux évolutions en cours.

Pour reprendre les analyses proposées par Philippe d'Iribarne, tout ce qui peut naître en France l'idée qu'une relation sociale restaure les relations hiérarchiques de l'Ancien Régime est honni, alors qu'aux États-Unis, un domestique n'est jamais dans une relation servile⁶. Il peut partir sans préavis, il peut être licencié du jour au lendemain, mais aucun stigmatisme ne marquera celui qui est à la recherche d'un d'un emploi. A taux de croissance égal, le marché du travail français a donc beaucoup plus de mal à insérer ses chômeurs que le marché américain.

Surtout, nous vivons aujourd'hui une mutation du travail qui rend totalement obsolètes les revendications sur les niveaux de salaires, les qualifications et les conditions de travail. La qualification péjorative de « petit boulot » attribuée aux emplois de service et, « pire », aux emplois de service à la personne traduit plus que tout cette méconnaissance des mutations en cours. Dans l'avenir, ce ne sera plus le « savoir-faire » fondé sur les gestes techniques qui sera la matrice de l'emploi, mais le « savoir-être », la « disponibilité », la « créativité », autant de qualités qui s'apprennent moins sur les bancs des écoles qu'au contact du « client ».

FAUX DÉBAT SUR LE TEMPS DE TRAVAIL

Notons enfin que le temps du « travail » ne représente plus aujourd'hui que 15% du temps d'une vie éveillée contre plus de la moitié il y a un demi-siècle. On sait dès lors beaucoup mieux à quel point notre étalon de mesure de l'« utilité » sociale des individus est périmé. Pendant les Trente Glorieuses, il était relativement facile d'apprécier la valeur ajoutée dégagée par un poste, de mesurer combien de boulons ou de voitures étaient produits dans une heure de travail. À partir du moment où c'est la « bonne idée », quel que soit le moment où elle a été émise, ou la qualité du service qui déterminent le résultat, c'est moins l'obstination laborieuse que l'option opportune qui fonde la performance d'un agent économique.

Qu'on en soit encore aujourd'hui à d batre du temps de travail est un bon exemple de l'inadaptation intellectuelle de notre génération aux réalités économiques. Comme s'il était possible de créer massivement des emplois par réduction temps de travail ! Qu'on en soit à raisonner sur un temps de vie faisant succéder formation-travail-retraite est tout aussi absurde, En 1950, un sexagénaire avait en moyenne quatre ans d'espérance de vie. Aujourd'hui, c'est cinq fois plus.

Que le soixantième anniversaire constitue encore, en termes de travail, le seuil de la vieillesse, montre que la formidable révolution démographique qui s'est opérée depuis une génération dans notre pays n'a pas été perçue.

Y A-T-IL UNE POLITIQUE DE SORTIE DE CRISE ?

La réponse à cette question est inscrite dans ce qui précède. Si les politiques anticrise ont dans l'ensemble échoué, en France et dans la plupart des pays européens, c'est que, comme nous avons tenté de le démontrer, *nous ne sommes pas réellement en crise*.

Relancer la consommation en redistribuant du pouvoir d'achat aux plus modestes a été assez efficace dans la conjoncture des années 1930, quand la distribution des revenus était très fortement inégalitaire et le commerce international en chute libre. Aujourd'hui, favoriser la consommation populaire revient à favoriser l'importation des objets à faible valeur ajoutée et donc à accroître le chômage des travailleurs non qualifiés, plus nombreux en France que dans les autres pays industrialisés. Une politique de relance keynésienne⁷ implique le protectionnisme. Elle revient aussi à attribuer aux pouvoirs publics un devoir d'intervention dont les coûts sont aujourd'hui mal tolérés et surtout de moins en moins productifs.

Travailler moins pur travailler tous est aussi un beau programme mais qui part du postulat qu'il existe une masse de travail homogène qu'il suffirait de mieux répartir comme un gâteau. C'est également exiger des entreprises, considérées comme des unités anonymes de production, de résoudre à elles seules toutes les difficultés en ne licenciant pas les travailleurs qu'elles emploient, en réduisant leur horaire de travail sans diminution de salaire, en embauchant des travailleurs supplémentaires pour compenser la réduction du temps de travail, en payant les charges sociales et l'impôt si... elles parviennent à continuer à vendre et à faire des bénéfices !

Les chefs d'entreprise ne peuvent être à la fois boucs émissaires et magiciens. Si k

coût du travail croît plus vite que la productivité, ils chercheront fatalement des solutions économes de travail, sans cruauté libérale. C'est parce qu'elles sont fondées sur des notions qui ont fait leur temps (taux de croissance du PIB, taux d'inflation, solde de la balance des paiements courants, masse monétaire en circulation) que les politiques « macro-économiques » ne peuvent prendre en compte les problèmes d'une société qui n'est plus divisée en grandes masses — paysans, ouvriers, ingénieurs —, et qui est trop diverse pour qu'une politique « globale » puisse encore fonctionner. C'est la raison pour laquelle l'État français peut prélever et déverser chaque année des sommes considérables dans l'économie sans abolir le paupérisme, mieux combattu par les Resto du cœur.

Autre illusion : croire qu'une « bonne » politique économique pourrait résoudre la question sociale par la relance de la croissance et de l'emploi. Une chimère héritée une nouvelle fois des Trente Glorieuses. Si l'on veut combattre efficacement le chômage dans un pays qui dispose d'un produit intérieur brut par habitant parmi les plus élevés du monde, il faut certainement moins d'État, mais plus de responsabilité et d'initiative individuelle. Car vouloir réduire ce fléau sans toucher aux statuts, aux rémunérations et à notre système de protection sociale risque de prendre un certain temps... Comment, enfin, faire accepter aux jeunes des rémunérations faibles pour payer la retraite de leurs aînés alors qu'ils sont persuadés qu'eux-mêmes ne bénéficieront pas de ce système ?

C'est parce qu'en France un consensus implicite unit actifs occupés, travailleurs à statut et bénéficiaires des redistributions de l'État-providence que les chômeurs ont été « exclus » de la société. Finalement, dans notre pays, les « gagnants » de la « crise » sont plus nombreux que les perdants et, donc, plus puissants en termes d'arithmétique électorale. Maintenir ou abolir les privilèges : cette question ne constitue-t-elle pas à elle seule une spécificité française ?